

Action citoyenne de boycott : on ne nous fera pas taire !

Rassemblement le mardi 16/02/2016 à 17h place du châtelet à Paris

C'est avec consternation que le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, ainsi que les organisations soussignées, ont pris connaissance des divers vœux déposés dans plusieurs arrondissements de Paris pour condamner l'expression citoyenne consistant à boycotter les produits israéliens tant que ce pays ne respectera pas le droit international.

Ces demandes visent à délégitimer cette forme d'action citoyenne qui, nulle part ailleurs dans le monde et jamais dans l'histoire, n'a fait l'objet de poursuites judiciaires. En s'en prenant ainsi à ceux qui défendent le droit face à ceux qui violent chaque jour les conventions de Genève, les résolutions des Nations Unies, elles cautionnent la politique d'un État qui se met délibérément hors la loi en bafouant le droit international. Elles éludent soigneusement la question essentielle : en l'absence de mesures contraignantes de la part des États, que peuvent faire les citoyens pour s'opposer à l'expansion de la colonisation qui mine la possibilité même d'un État palestinien, aggrave le chaos régional et menace la paix ?

Nos organisations n'ont pas toutes une position similaire sur le boycott mais toutes défendent le droit des citoyens à appeler au boycott et à le pratiquer quelle qu'en soit l'étendue, toutes demandent l'abrogation des circulaires Alliot-Marie / Mercier et toutes soutiennent les nombreuses actions menées dans le pays pour la liberté d'expression.

Le Collectif National ainsi que les organisations signataires sont vivement préoccupés par ces tentatives d'atteinte à la liberté d'expression. Ils dénoncent avec force les amalgames qui accompagnent ces vœux, les uns assimilant la défense des droits de l'Homme à « un climat nauséabond » visant à « saper les efforts du camp de la paix », les autres l'assimilant à « un mouvement illégal » « contraire à la promotion de la paix entre Israéliens et Palestiniens ».

Les élus respectueux du droit international, épris de justice et de paix sont appelés à rejeter fermement ces vœux qui, au nom de la défense d'Israël et de sa place dans le monde, en réalité au nom d'un soutien inconditionnel à la politique de l'État d'Israël, avalisent l'occupation et la colonisation de la Palestine. C'est cette politique qui « sape les efforts du camp de la paix » et qui « est illégale et contraire à la promotion de la paix entre Israéliens et palestiniens ».

Le collectif national ainsi que les organisations signataires appellent à un rassemblement place du Châtelet à Paris au moment des débats sur ces vœux (mardi 16 février à 17h) pour défendre la liberté d'expression et rétablir la vérité sur l'action citoyenne BDS et la prétendue illégalité du boycott.

Signataires membres du Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Parti de l'émancipation du peuple - Socialistes pour la Paix – Sortir du colonialisme - Une Autre Voix Juive (UAVJ) – Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

Autres signatures Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, BDS France.

144 Bd de la Villette 75 019 Paris	Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
---	--	--

